



Lutte des classes ou collaboration de classes

Le syndicalisme à la croisée des chemins

Nous n'avons rien à attendre de Bayrou ni de son conclave !

Le climat politique actuel, organisé par les media, qu'ils soient aux mains des milliardaires ou de l'État tourne, comme d'habitude, autour de ce que ces véhicules de l'idéologie dominante veulent faire passer pour les préoccupations des Français. On y déroule une soi-disant préoccupation quant à l'instabilité gouvernementale qui, si elle inquiète nombre de politiciens, ne fait ni chaud ni froid aux salariés de ce pays. Il faudrait discuter plutôt que censurer est le mot d'ordre de nos fabricants de l'information.

Ambiance oblige, cela s'accompagne du racisme décomplexé du crypto-fasciste Retailleau, du soutien inconditionnel à l'État colonial sioniste, mais aussi d'une offensive sans précédent des idéologues du Capital pour cacher l'histoire et le sens de la Sécurité Sociale et des retraites.

Toutes ces litanies répétées à longueur d'antenne montrent la fébrilité du Grand Capital de ses tenants. Et voilà les fondés de pouvoir accouchant d'une commission de financement, une espèce de conclave pour réfléchir au financement des retraites, décision qui recueille l'assentiment des syndicats, y compris de la CGT, qui est pourtant censée être une organisation de lutte des classes.

Or, pour l'intérêt des travailleurs, rien ne serait plus nocif que d'aller à Canossa ou de se faire balader pendant des mois dans un conclave dont on connaît d'ores et déjà l'issue. Il n'y a rien à attendre de Bayrou, pas plus que de ses prédécesseurs, il est là pour appliquer la politique du Capital. Les travailleurs et les organisations qui les rassemblent et les représentent n'ont rien à attendre des *machins* qu'il va mettre en place, sauf à se fourvoyer. C'est en premier lieu le cas de la CGT, qui conserve malgré l'idéologie dominante, des traditions de lutte des classes. Le but de la « commission de financement » ou du « conclave » est très clair : faire entériner définitivement par les « partenaires sociaux » la réforme inique des retraites de Macron et l'idée de la poursuite de la casse. Aucun dirigeant syndical n'ignore cela.

Depuis 2017, Macron et ses gouvernements sont des gérants loyaux de la feuille de route du Capital : ils s'en prennent à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, à tout ce qui est collectif et oblige le Capital à contribuer. Et ils le font avec des méthodes violentes, utilisant tous les instruments de la répression d'État (police et justice) et tous ceux du formatage des consciences (media, écoles, universités). Les aléas électoraux récents n'y changent rien. Il n'existe pas dans cette Assemblée nationale de majorité décidée à au moins freiner la casse sociale en place depuis 35 ans et accélérée depuis Macron, encore moins de majorité pour appliquer un programme allant dans le sens des besoins des travailleurs. Aucun des 577 députés de cette Assemblée ne veut renverser le capitalisme.

Faisons contribuer les possédants

Depuis que le capitalisme existe, en France comme ailleurs, l'État et le gouvernement sont au service de la Grande Bourgeoisie, la classe dominante, celle qui organise et fait véhiculer les idées dominantes. Au stade impérialiste, ce que d'aucuns appellent la « mondialisation », la concurrence entre les multinationales est de plus en plus sévère parce que le marché est fermé (personne n'ira vendre sur Mars) et à cause de la baisse tendancielle du taux de profit. Les capitalistes n'ont pas le choix, pour s'en sortir, même la concurrence entre eux ou la guerre impérialiste ne suffisent pas, ils doivent s'en prendre au travail vivant, c'est-à-dire taper sur le salaire, les cotisations sociales, les services publics.

Pour rappel, l'esprit de ce qui s'est décidé en 1945, notamment par Ambroise Croizat était que les richesses créées

contribuent à assurer la Santé gratuite (Sécu) et une seconde vie (retraite) pour les travailleurs, et pas on ne sait quel mécanisme de solidarité entre les générations. Utiliser les richesses créées, signifie mettre à contribution ceux qui les accaparent car au bilan la seule valeur qui est créée, l'est par le travail des salariés.

Or, tout le débat officiel autour du financement des retraites occulte complètement cette question de la signification profonde de notre Sécurité sociale et du système des retraites. Ceux qui veulent augmenter l'âge de départ nous disent qu'il n'y a plus assez d'actifs pour financer et leurs opposants parlent d'augmenter les cotisations. Mais nous n'en sommes plus aux sociétés de secours mutuel d'avant 1945 ; la différence est dans la mise à contribution des possesseurs des moyens de production et d'échanges. Une seule revendication devrait animer les défenseurs de la retraite à 60 ans : en finir avec les exonérations de cotisations patronales, c'est par elles que l'État du Capital organise le déficit et la destruction de nos réalisations sociales. Il ne s'agit pas de « conditionner » les aides publiques, comme le demandent timidement certains syndicats, mais de cesser toute politique mettant les multinationales sous perfusion d'argent public. Ces dons aux capitalistes ne sont pas des aides, mais le vol du salaire socialisé, un vol légal, autorisé, des ressources des salariés.

D'autres éléments sont absents du débat, y compris de la part des partisans de l'abrogation de la réforme de Macron. La date de départ à la retraite est certes une donnée importante, mais focaliser complètement sur ce sujet fait passer à la trappe la question de la durée de cotisations nécessaire pour partir à taux plein, une durée que la gauche a augmenté en 2015 avec la loi Touraine, préfigurant la réforme de Macron.

Une autre manière d'enterrer le système de 1945 est de remplacer les cotisations par l'impôt. C'est en place depuis Rocard, avec sa CSG. S'il arrive que certaines bonnes âmes dénoncent cette part grandissante de l'impôt aux dépens de la cotisation, le silence est total sur l'étatisation de la Sécurité sociale. On se rappelle peut-être qu'en 1995, malgré les millions de grévistes, Juppé a pu imposer son plan visant à faire décider du budget de la Sécurité sociale par le Parlement, au lieu des caisses de retraite et d'assurance maladie. Aujourd'hui, quasiment personne dans les partis politiques en place ou les syndicats ne remet en cause le fait que le budget de la Sécurité sociale (et donc, celui des retraites), soit décidé par l'État alors que tout le financement cotisations et impôts prend naissance dans la valeur produite par les salariés. De ce point de vue la réforme Jeanneney en 1967 qui mit fin à la gestion de la sécurité sociale par des administrateurs salariés élus fut un véritable hold-up démocratique au bénéfice du patronat. C'est pourtant un cheval de Troie qui détruit les acquis de 1945.

La tâche des militants de lutte des classes, c'est d'organiser la lutte !

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, patrons et salariés ne sont pas des « partenaires sociaux », mais relèvent de classes antagonistes dont les intérêts sont totalement opposés. Aussi, nous n'accordons aucun crédit aux discussions politiciennes en cours, ni aux grands-messes en préparation. Tout cela ne sert qu'à intégrer encore plus les syndicalistes au système. Nous alertons les syndicalistes de classe, encore nombreux dans la CGT, une organisation syndicale révolutionnaire se doit d'être au diapason des travailleurs, si elle veut rester elle-même et de ne pas les tromper. Il est temps de renoncer à ces discussions sans rapport de force, où la seule présence des organisations de travailleurs permet de cautionner des reculs sociaux. Le seul vrai dialogue social, c'est la grève. En s'appuyant sur des grévistes, des travailleurs en lutte, il est licite de négocier, mais quand il n'y a pas de rapport de force, c'est au mieux illusoire, au pire contre-productif.

Il est essentiel de ne faire croire à aucune vessie, car il n'y a pas de lanterne. Seul un grand mouvement de grève pourra obliger patronat et gouvernement à plier et à abandonner la réforme. La grève durable est le seul moyen de gagner pour les travailleurs, il serait temps que la CGT contribue de toutes ses forces à la construire.

Le Parti Révolutionnaire Communistes ne compte pas rester l'arme au pied dans un attentisme mortifère pour les travailleurs et destructeur pour les outils de la lutte des classes. Nous comptons bien, dans la mesure de nos moyens, prendre notre part dans la construction du vaste mouvement de riposte dont les prolétaires ont besoin. Nous appelons tous les travailleurs et tous les syndicats à prendre leur part de ce combat, le seul qui vaille. C'est ainsi et seulement ainsi que nous forcerons ce gouvernement réactionnaire et ceux qui suivront à céder aux exigences des travailleurs.